

**Marine Le Pen**, présidente du Front national (FN), a vu son immunité parlementaire levée par l'Assemblée nationale. Elle devra donc répondre de ses actes dans le cadre d'une enquête sur la diffusion d'une vidéo de Daesh sur son compte Twitter. © EPA.



# MONDE

## « La défense des droits humains est une bataille ! »

**DROITS HUMAINS** Kenneth Roth a rejoint Human Rights Watch il y a trente ans

- C'est lui qui a transformé une petite ONG en un acteur essentiel de droits humains.
- Une cause qui le passionne toujours.

### ENTRETIEN

Le directeur de Human Rights Watch (HRW) était de passage à Bruxelles. Il a détaillé pour nous ses combats.

**HRW était une petite ONG quand vous y êtes entré, elle est devenue un acteur majeur dans la défense des droits humains.**

**Quelle a été votre stratégie pour la développer ?**

A l'origine, nous nous appelions Helsinki Watch et ne nous occupions que des problèmes en Europe. Et puis nous avons fusionné avec Americas Watch, et nous ne sommes devenus HRW qu'à la fin des années 80. Pour moi, il fallait penser global : plus nous avons de chercheurs, plus nous pouvons faire la différence, améliorer la vie des gens. Nous avons donc élargi notre zone d'action géographique et ajouté des programmes : droits des femmes, des réfugiés, des LGBT (lesbiennes, gays, trans et bisexuels), des handicapés. Il suffisait de trouver les ressources pour grandir, ce que nous avons fait.

**D'où viennent vos financements ?**

Pour garder notre indépendance, nous n'acceptons pas d'argent de gouvernements, ni d'institutions comme l'ONU ou l'Union européenne, car nous serons peut-être appelés à les critiquer. George Soros nous fournit 12 % de notre budget, et d'autres personnes et fondations privées nous financent.

**Vous êtes un homme puissant, vous avez accès à des présidents partout dans le monde. Quelle est votre ligne de conduite ?**



Kenneth Roth a temporairement quitté New York pour Genève. © SYLVAIN PIRAUX.

Il y a deux types de rencontres : la réunion « coopérative », où vous aurez face à vous un interlocuteur de bonne volonté avec qui vous pourrez discuter de la manière d'améliorer le respect des droits humains. Mais il y a

aussi celle où votre interlocuteur fera de l'obstruction, niara des évidences, essaiera de vous discrediter. Dans ce cas-là, il faut lui montrer très fermement qu'il va échouer et que s'il veut poursuivre dans cette voie, il devra en

payer le prix, notamment en termes de réputation. On devine assez vite à quoi s'attendre, notamment à la manière dont on est accueilli. Nous préférons évidemment les réunions où l'on co-

**Ce n'est pas toujours le cas...**

Non, de nombreux gouvernements voient les choses autrement. Il s'agit alors d'être durs avec eux. Ils essaient souvent de jouer le jeu de l'intimidation, mais ça ne marche pas, car j'en ai déjà vu de toutes les couleurs ! Quand il s'agit de parler des droits humains, j'ai plus d'expérience qu'eux. Alors ils font des erreurs, lancent des menaces stupides. Nous ripostons car nous avons les faits avec nous, nous savons ce qui s'est passé. « Monsieur le dictateur, nous allons communiquer tout cela à la presse et vous allez en payer le prix ! » Dans ces moments-là, mon boulot, c'est d'être un diplomate pas très diplomatique. La plupart des vrais diplomates sont obligés de se comporter gentiment, ils doivent conserver de bonnes relations. Ce n'est pas ma préoccupation. Je peux et dois donc délivrer un message carré et franc car je suis souvent la seule personne qui parle ainsi à ces dictateurs entourés de courtisans qui ont peur d'eux. C'est ma responsabilité d'être honnête et de dire ce que les autres n'osent pas. Car j'ai l'avantage de ne pas vivre dans ce pays : ils ne peuvent pas me jeter en prison ou organiser des représailles contre moi. C'est vrai que, pour un dictateur, violer les droits humains peut apporter des bénéfices : vous pouvez vous débarrasser de l'opposition, discriminer un autre groupe ethnique. Mais mon job, c'est de leur montrer que cela a un prix. Et je peux donc modifier l'analyse coût-bénéfice pour les amener à

conclure que cela n'en vaut peut-être pas la peine.

**Et cela fonctionne ?**

Il arrive que des gouvernements capitulent. Nous venons, avec les Pays-Bas et la Belgique, de remporter une victoire à propos du Yémen au Conseil des droits de l'homme de l'ONU à Genève. Ensemble, nous avons fait pression pour que soit envoyée sur le terrain une équipe d'enquêteurs internationaux. Mais les Saoudiens ne voulaient pas que quelqu'un vienne observer les crimes qu'ils commettent au Yémen. Ils se sont battus, ont menacé en coulisse tous ceux qui soutendraient cette initiative de représailles économiques. Nous avons publié leurs menaces et construit une coalition internationale assez large... et finalement, ils ont capitulé. Le matin du vote, les Saoudiens ont dit qu'ils l'approuveraient si on en modifiait l'intitulé : au lieu d'une « commission d'enquête », il s'agit d'un « groupe de d'experts internationaux régionaux importants ». Mais en réalité, c'est bien une commission d'enquête !

**Selon vous, le Conseil des droits de l'homme de l'ONU est donc une institution efficace ?**

C'est un forum essentiel. Lors de la seule session de septembre, nous avons obtenu cette commission d'enquête sur le Yémen, mais aussi d'importantes résolutions sur la Syrie et les Rohingyas, le Sud-Soudan, le Burundi. A la façon dont les gouvernements essaient d'empêcher ces résolutions, on voit qu'elles les affectent ! Le Conseil des droits de l'homme est, pour les droits humains, l'organe le plus important. Et personne ne veut y être condamné ! Quand une enquête est décidée, elle fournit un rapport qui est ensuite examiné. Les gouvernements savent qu'on regarde ce qui se passe chez eux. Et tout le monde se comporte mieux quand il se sait observé... ■

Propos recueillis par VÉRONIQUE KIESEL

## combat « Je déteste voir les menteurs impunis »

**Au fil des années, vous avez vu et recensé tant d'horreurs à travers le monde. Comment arrivez-vous à conserver votre énergie ?**

Il y aura toujours des violations des droits humains. Dans certaines régions, cela ira mieux, et moins bien dans d'autres mais, par nature, des gouvernements trouvent commode de violer les droits humains car c'est une façon de rester au pouvoir. On aura donc toujours besoin d'organisations comme HRW. Nous sommes dans une lutte constante. Mais le public est de notre côté et notre meilleur outil, c'est de désigner du doigt ceux qui ne respectent pas les droits humains. Les gouvernements n'aiment pas cela. Mais nous devons faire face à un nouveau challenge : la montée des gouvernements populistes qui ont rendu populaires les violations des droits de certaines minorités. Face à eux, nous devons réaffirmer avec force les

grands principes des droits humains, sans exception.

**Vous êtes un vrai combattant !**

Il est important de reconnaître que la défense des droits humains est une bataille. Il ne s'agit pas seulement d'être gentils et de se serrer la main en souhaitant que le monde devienne meilleur. Il faut lutter féroce ! Ruiner grâce à la presse la réputation de gouvernements se comportant mal est une chose, mais on peut couper leurs achats d'armes, les priver de l'argent qu'ils utilisent pour corrompre, faire en sorte qu'ils ne soient pas invités dans ces sommets si élégants où ils se sentent légitimés. Il faut les priver de tout ce qu'ils désirent tant qu'ils n'ont pas amélioré leur politique de droits humains ! C'est un vrai combat, cela ne va pas se faire tout seul.

**Du coup, vous devenez parfois la**

**cible de gouvernements mécontents, comme celui du Rwanda par exemple...**

Cela arrive tout le temps ! Mon compte Twitter est en permanence la cible de hordes de trolls. Les gouvernements essaient de contre-attaquer. Nous avons publié il y a deux mois un rapport montrant que le Rwanda exécute régulièrement de petits délinquants : on vole une vache ou on trafique près de la frontière et on est abattu. Le gouvernement rwandais n'a pas aimé que nous expliquions en détail 37 de ces cas. Ils ont donc lancé une énorme campagne de relations publiques pour laquelle ils ont ressuscité les morts ! Ils ont organisé une conférence de presse où ils ont exhibé une pauvre femme qui devait dire que son mari n'avait pas été tué mais qu'il était à Bruxelles, alors que nous savions qu'il avait été exécuté et qu'il était analphabète. Ils ont

aussi mis en avant un homme qui portait le même nom qu'un de ceux qui ont été abattus... mais il avait 30 ans de plus ! C'était compliqué car nous ne voulions pas mettre en danger ces témoins qui étaient soumis à une intense pression. Nous sommes sans cesse confrontés à d'énormes mensonges d'Etat. La

**« Il faut les priver de tout ce qu'ils désirent tant qu'ils n'ont pas amélioré leur politique! »**

Russie est très forte aussi et notamment à propos de ses crimes en Syrie. Notre boulot, c'est de les démonter grâce à nos enquêtes. Et je déteste voir les menteurs rester impunis. C'est cela qui me fait bouger et me donne mon énergie ! J'adore faire cela !

**En Occident, ce sont les populistes qui vous préoccupent ?**

On a vu Trump, Orban, Kaczynski, toute une série de leaders aujourd'hui qui gagnent du pouvoir en s'en prenant aux minorités. Leur cible, c'est souvent les migrants, comme pour Trump qui s'attaque aux latinos sans papiers. Toute leur vie est aux Etats-Unis et du jour au lendemain, ils sont déportés au Mexique. En Europe, ce sont les réfugiés musulmans qui servent de boucs émissaires. De nombreux secteurs de la population sont en pleines incertitudes économiques en raison d'évolutions

technologiques et de la globalisation. Le terrorisme ajoute à cette insécurité et certains politiciens trouvent facile de rejeter la faute sur ces migrants. Mais on arrive aussi à faire reculer ce genre d'arguments. Durant sa campagne, Emmanuel Macron a défendu les valeurs humaines face au FN, alors qu'aux Pays-Bas, Marc Rutte a plutôt été piocher dans la stratégie de l'extrême-droite de Wilders pour attirer ses supporters. Or, cela ne sert qu'à disséminer ces idées. Regardez Erdogan en Turquie, Sissi en Egypte, deux pays sur lesquels leurs partenaires étrangers estiment avoir de bonnes raisons de fermer les yeux : ils deviennent de plus en plus puissants et abusifs. La leçon, c'est que le populisme n'est pas inévitable : tout dépend de la réaction de ceux qui croient en les droits humains. ■

Propos recueillis par V.K.